



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 13/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ENTREPRISE DELDOSSI

**ZONE INDUSTRIELLE BOIS MAJOU NORD
33124 Aillas**

Références : 25-368
Code AIOT : 0100081443

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/04/2025 dans l'établissement ENTREPRISE DELDOSSI implanté ZONE INDUSTRIELLE BOIS MAJOU NORD 33124 AILLAS. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENTREPRISE DELDOSSI
- ZONE INDUSTRIELLE BOIS MAJOU NORD 33124 AILLAS
- Code AIOT : 0100081443
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

La station-service est constituée de :

- 1 réservoir enterré double paroi avec détecteur de fuite de 80 m³ compartimenté (10m³ AdB/ 45m³ GO/ 15m³ SP95-E10/ 10m³ GO+)

Le site est soumis à déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 1435.

Le récépissé de déclaration date du 20/12/2016.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|---|--|-----------------------|
| 2 | Contrôle périodique | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2. | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 4 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A. | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2. | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 7 | Consignes d'exploitation | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.8. | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 8 | Dispositifs de sécurité | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4. | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 9 | Dispositifs de sécurité | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4. | Demande d'action corrective | 3 mois |
| 11 | Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10 | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 13 | Contrôles des circuits | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2. | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--|--|-------------------|
| 1 | Etat des stocks de liquides inflammables | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5. | Sans objet |
| 3 | Accessibilité | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.5. | Sans objet |
| 5 | Propreté | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.4. | Sans objet |

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------------------|---|-------------------|
| 10 | Réseau de collecte | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.3. | Sans objet |
| 12 | Aires de dépotage ou de distribution | Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10. | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant exploite correctement son site. Il reste cependant à se mettre en conformité au niveau des moyens de lutte contre l'incendie : un retour de l'exploitant est attendu dans les délais indiqués infra.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des stocks de liquides inflammables

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.5. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks de liquides inflammables |
| Prescription contrôlée : L'exploitant est en mesure de fournir une estimation des stocks ainsi qu'un bilan quantités réceptionnées, quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.- présence d'un registre des entrées et sorties de liquides inflammables. |
| Constats : Les volumes distribués en 2024 sont de : 1612 m3 La station-service est constituée de : - 1 réservoir enterré double paroi avec détecteur de fuite de 80 m3 compartimenté (10m3 AdB/ 45m3 GO/ 15m3 SP95-E10/ 10m3 GO+) Stockage enterré de catégorie B = $15 \text{ m}^3 \times 0,755 = 11,3 \text{ T} < 50 \text{ T}$ Stockage enterré de catégorie C = $55 \text{ m}^3 \times 0,845 = 46,47 \text{ T}$ Stockage total : $57,77 \text{ T} < 250 \text{ T}$ => non-soumis à la rubrique 4734 |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Contrôle périodique

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 1.1.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique |
| Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.Ces contrôles |

ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : "objet du contrôle", éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : "le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure". L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.

Constats :

Un contrôle périodique a été réalisé le 04/02/2024 par la société IIC qui relevait 4 non conformités majeures (NCM) et 5 autres non-conformités (ANC). Une visite complémentaire a eu lieu le 23/01/2025 qui indique qu'une NCM persiste : il manque un appareil d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN100 à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). cf point infra

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant justifiera de la levée des 5 autres non-conformités ANC présentes dans le rapport de vérification périodique de 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Accessibilité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.5.

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité

Prescription contrôlée :

L'installation dispose en permanence d'un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. On entend par accès à l'installation une ouverture reliant la voie publique et l'intérieur du site, suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'établissement stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Constats :

Les pompiers peuvent accéder facilement à la station.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 2.7. A. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. |
| Constats : Le dernier rapport de vérification des installation électriques date du 14/04/2025. Il est indiqué en page 6 qu'il manque des documents dans le dossier technique de l'exploitant. 1 observation, déjà mentionnée dans le rapport de 2024, porte sur l'interconnexion des éléments conducteurs du candélabre et les masses simultanément accessibles de la guérite à la liaison équipotentielle supplémentaire. Au jour de l'inspection, l'exploitant n'avait pas levé cette remarque. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant fournit les documents nécessaires au prestataire réalisant le rapport de vérifications électriques; L'exploitant lève l'ensemble des remarques présentes dans le rapport de vérification électrique 2025. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 5 : Propreté

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 3.4. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Propreté |
| Prescription contrôlée : L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières. |
| Constats : L'ensemble du site est maintenu en bon état de propreté. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.2. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie |
| Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : - de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars ; |
| Constats : L'exploitant a indiqué que le débit de la borne incendie n°59 située devant la station-service est de 45 m³/h à 1 bar de pression, mais que la pression dynamique à 60 m³/h est nulle. L'inspection des installations classées a pu consulter l'attestation de la mairie en date du 15 avril 2025 qui reprend ces éléments. Le poteau existant n'est donc pas conforme. En outre, comme évoqué dans le point de contrôle supra, il manque un autre poteau incendie. Ainsi l'exploitant est actuellement en recherche d'une solution pour en installer un deuxième : durant l'inspection, il a été évoqué de se brancher sur le réseau d'eau "agriculture" qui dispose d'une pression de 11 bars. A ce stade, considérant la mesure envisagée par l'exploitant, une mise en demeure n'est pas proposée à Monsieur le Préfet. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet un dossier de porter à connaissance à l'inspection des installations classées intégrant son choix quant au deuxième point d'eau incendie (poteau sur réseau "agriculture" ou autre), et inclut également une demande d'aménagement conformément à l'article R512-52 du code de l'environnement sur la pression dynamique requise concernant le premier poteau incendie déjà existant. Sans réponse de l'exploitant dans le délai imparti, il sera proposé un arrêté de mise en demeure à la signature du Préfet. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 7 : Consignes d'exploitation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.8. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation |
| Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires, ceux-ci devant être présents à chaque poste de chargement et distribution. En particulier, une procédure est mise en place, visant à s'assurer systématiquement que le tuyau est effectivement raccordé avant que ne commence le chargement du réservoir de stockage ; [...] |
| Constats : Les consignes sont bien présentes au niveau de l'aire de distribution, mais sont absentes au niveau du poste de dépotage. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant affiche les consignes nécessaires au niveau du poste de dépotage. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 8 : Dispositifs de sécurité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité |
| Prescription contrôlée : Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : - d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ; |
| Constats : Il existe un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'attestation de bon fonctionnement du dispositif d'arrêt d'urgence est transmis à l'IIC. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 9 : Dispositifs de sécurité

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 4.9.4. |
| Thème(s) : Risques accidentels, Dispositifs de sécurité |
| Prescription contrôlée : Pour les cas d'une exploitation en libre-service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : [...] - d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation. |
| Constats : Il n'existe pas de dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant installe un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation. Sans réponse de l'exploitant dans le délai imparti, il sera proposé un arrêté de mise en demeure à la signature du Préfet. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 10 : Réseau de collecte

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.3. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Réseau de collecte |
| Prescription contrôlée : Un dispositif de collecte est prévu en vue de recevoir les effluents liquides tels que les eaux pluviales non susceptibles d'être polluées, les eaux de ruissellement provenant de l'extérieur de l'emprise au sol de l'aire de distribution. Afin de prévenir les risques de pollution accidentelle les bouches d'égout ainsi que les caniveaux non reliés au séparateur seront situés à une distance minimale de 5 mètres de la paroi des appareils de distribution ou de façon à ce qu'un écoulement accidentel d'hydrocarbures ne puisse pas entraîner le produit dans ceux-ci. Les points de rejet des eaux résiduaires sont en nombre aussi réduit que possible. |
| Constats : Il existe en périphérie de la station une bordure de trottoir qui redirige les eaux de pluie non souillées vers une canalisation s'évacuant vers le fossé situé en périphérie de la station. Aucun avaloir de ces eaux n'existe à moins de 5 m des appareils de distribution. |

| |
|--|
| Type de suites proposées : Sans suite |
|--|

N° 11 : Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance par l'exploitant de la pollution rejetée |
| Prescription contrôlée : Les liquides ainsi collectés sont traités au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures muni d'un dispositif d'obturation automatique. Le décanteur-séparateur est nettoyé par une entité habilitée aussi souvent que cela est nécessaire, et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues ainsi qu'en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. |
| Constats : L'inspection des installations classées a constaté la présence d'un débourbeur-séparateur. L'IIC a aperçu le flotteur permettant son obturation automatique mais n'a pas vérifié son bon fonctionnement. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet le document justifiant du bon fonctionnement de l'obturateur du débourbeur-séparateur. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 12 : Aires de dépotage ou de distribution

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 5.10. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Aires de dépotage ou de distribution |
| Prescription contrôlée : Les aires de dépotage et de distribution de liquides inflammables sont étanches aux produits susceptibles d'y être répandus et conçues de manière à permettre le drainage de ceux-ci. |
| Constats : Aucune fissure apparente n' a été constaté sur l'aire de dépotage ou de distribution. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Contrôles des circuits

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article I > 7.2. |
| Thème(s) : Risques chroniques, Contrôles des circuits |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>L'exploitant est tenu aux obligations de registre, de déclaration d'élimination de déchets et de bordereau de suivi dans les conditions fixées par la réglementation.</p> <p>- présentation des registres de déclaration d'élimination des déchets et des bordereaux de suivi.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le Bordereaux de Suivi de Déchets (BSD) lié au dernier curage du déboureur (BSD n°BSD-20241014-8964RBBSS du 14/10/2024). Les boues sont envoyées à une entreprise dûment autorisée recensée dans la base de données des ICPE. Le BSD présente cependant une incohérence : il est indiqué que la méthode d'élimination des boues est « D 13 : Mélange ou regroupement préalablement à l'une des opérations de cette liste ». Or, ce code D13 est une étape intermédiaire avant la destruction des boues.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Obs : l'exploitant fait corriger son BSD en précisant le mode d'élimination de ses boues de séparateur et s'assure à l'avenir de leur bon remplissage.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 3 mois</p> |